

LE TEMPS

élections fédérales Lundi 22 juin 2015

Argent et politique: comment les parlementaires romands financent leur campagne

Par Marie Parvex

Le Temps a demandé aux 48 élus fédéraux sortants des cantons romands comment ils avaient financé leur élection de 2011. En moyenne, chacun a dépensé 12 700 francs. La moitié des fonds provenaient de dons privés, opaques et peu réglementés. Enquête

En 2011, Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale PDC connue pour ses campagnes hyperactives, a investi 35 000 francs pour être réélue à Berne. «Je finance ma campagne moi-même, en épargnant chaque année une somme d'environ 10 000 francs», déclare l'élue fribourgeoise, qui a courtisé les électeurs [à coup de flyers, de sacs biodégradables et de tous-ménages](#) contenant des graines de tournesol, son emblème. «Les électeurs attendent que nous soyons présents avec des annonces dans les médias, sur les affiches de la SGA et sur les affiches dites sauvages au bord des routes ou aux arrêts de bus», justifie-t-elle.

Même en Suisse, pays du politicien de milice, faire campagne coûte cher. Mais à la différence des pays voisins, l'argent injecté dans les activités électorales n'est pas réglementé par des lois détaillées. Le débat sur la transparence des campagnes revient régulièrement sur le devant de la scène, parce que personne ne sait comment les candidats sont financés.

Afin d'avoir une idée plus claire des relations de nos politiques à l'argent, Le Temps a interrogé 48 parlementaires fédéraux sortants, issus des cantons romands. Ils ont répondu à un questionnaire détaillé sur leur campagne électorale 2011. Si une poignée de candidats a refusé la démarche, la grande majorité a répondu, au moins partiellement.

Notre enquête révèle que les pratiques divergent énormément d'un candidat, d'un parti et d'un canton à l'autre. Et que les candidats inventent souvent leurs propres règles pour éviter d'être en quelque sorte achetés par leurs donateurs.

A Genève, l'UDC Yves Nidegger déclare une campagne personnelle de 10 000 francs, financée aux deux tiers par deux ou trois donateurs privés dont il ne dira rien. Un tiers est financé par son argent. «Le score relatif des élus n'est pas en rapport direct avec leur investissement, estime-t-il. Sinon, je ne serais pas élu.» Christian Lüscher finance sa campagne lui-même, sans aucun don privé. Au PLR genevois, «il existe des mécanismes assez stricts pour s'assurer que les fonds ne sont pas d'origine douteuse, dit-il. J'ignore qui sont les donateurs du parti et ne veux pas le savoir.»

Chez les socialistes vaudois, le parti fait campagne pour tous les candidats. «Les moyens personnels de campagne sont limités à un site Internet et à l'envoi d'un millier de courriers papier, indique le conseiller national Roger Nordmann. Les élus versent au parti 12 à 15% de leurs revenus de conseillers nationaux.» La PLR vaudoise Isabelle Moret prévoit 20 000 francs de budget pour sa campagne personnelle 2015. «Le financement est recherché par le parti et chaque candidat organise un repas de soutien», explique-t-elle.

Tous ensemble, les candidats interrogés déclarent avoir investi 611 903 francs, soit une moyenne de 12 700 francs par candidat. Sur ce total, 324 169 francs proviennent de donateurs privés, entreprises ou particuliers, soit un peu plus de la moitié. Le reste est versé par les candidats eux-mêmes, sur leurs propres deniers, ou par leur parti.

Pour l'ensemble des 3473 candidats suisses, le montant des campagnes personnelles avait été évalué à 30,5 millions en 2011 par FORS, Fondation universitaire suisse pour la recherche en sciences sociales à Lausanne.

Vingt-six candidats déclarent au Temps qu'ils ne font aucune recherche de dons. Soit parce qu'ils ne mènent pas de campagne personnelle, soit parce qu'elle est financée par leurs propres moyens ou par leur parti. La problématique de la transparence du financement par les dons privés se concentre sur les 22 candidats restants.

Onze personnes n'ont pas répondu à notre questionnaire: l'UDC Jean-François Rime à Fribourg, sa collègue de parti Céline Amaudruz, le PDC Guillaume Barazzone et le socialiste Carlo Sommaruga à Genève, la PDC Anne Seydoux-Christe dans le Jura, l'UDC Guy Parmelin, les PLR Fathi Derder et Olivier Français dans le canton de Vaud, leur collègue de parti Raphaël Comte à Neuchâtel, l'UDC Raymond Clottu dans ce même canton. Par écrit, le PLR vaudois Olivier Feller a explicitement refusé de participer à notre enquête, la jugeant intrusive.

Onze élus déclarent faire campagne avec des fonds privés importants. S'ils ont le plus souvent refusé de nous donner des données brutes concernant leurs comptes de campagne, ils ont parfois dévoilé les principaux lobbys qui les soutiennent. Il s'agit par exemple d'entreprises actives dans la construction et le tourisme pour le PDC valaisan Jean-René Fournier, du syndicat Unia pour le socialiste valaisan Mathias Reynard, de l'Asloca et du Syndicat de la communication pour le socialiste fribourgeois Christian Levrat.

La dépendance des candidats envers les fonds privés varie beaucoup d'un candidat à l'autre. Alors que certains ne mènent aucune campagne personnelle, d'autres dépendent à 100% de leurs donateurs.

Le rapport des parlementaires fédéraux à l'argent révèle aussi d'immenses différences entre cantons. Le Jura et Neuchâtel ne connaissent que des campagnes de partis. Certains partis genevois de droite, comme le PLR, interdisent les campagnes personnelles. Il n'y a pas de règle en la matière dans le canton de Vaud, à part au PS. Les Valaisans mènent les campagnes les plus chères de Suisse romande, avec plus de transparence que les autres. C'est le cas par exemple de Mathias Reynard, qui nous a transmis toutes les informations que nous demandions, ou de Jean-René Fournier, qui a révélé les domaines d'activité de ses donateurs.

Où est l'argent manquant?

Le montant global investi par les candidats qui ont répondu au Temps, 611 903 francs, paraît modeste. En 2007, Hilmar Gernet, directeur du service politique et société de la Banque Raiffeisen Suisse et ancien secrétaire général du PDC suisse, affirmait, [dans une étude](#), que les 3473 candidats suisses avaient investi 45 millions de francs dans leurs campagnes personnelles. Ce montant représente la différence entre ce que les partis disent avoir investi et les montants réellement payés dans les médias et les campagnes d'affichage. «Au vu des énormes différences entre les données officielles des partis et les sommes effectivement dépensées [...] on se demande d'où vient l'argent», écrivait Hilmar Gernet en 2008.

En 2007 et 2011, FORS a conduit ses premières enquêtes sur le financement des campagnes en demandant aux candidats suisses les montants qu'ils ont investis: 25 millions en 2007 et 30,5 millions en 2011, [répondent-ils](#).

Au prorata du nombre d'électeurs, ces chiffres sont comparables à ceux investis pendant les élections américaines. Dans notre échantillon, chacun a investi en moyenne 12 700 francs dans sa campagne. Selon l'étude de FORS, qui a obtenu un taux de réponse de 50%, cette moyenne était de 8638 francs. Tandis que celle d'Hilmar Gernet pour 2007, avec 3000 candidats, était de 15 000 francs. La différence du simple au double entre l'estimation d'Hilmar Gernet et celle de FORS souligne le flou qui règne sur l'argent investi dans la politique suisse.

L'automne dernier, Le Temps a parlé avec plusieurs élus du financement de leurs campagnes. Aucun d'entre eux n'avait alors accepté de publier des comptes détaillés sur le sujet. L'un d'entre eux s'y refusait parce qu'il avait reçu un montant à cinq chiffres avec lequel il était mal à l'aise: son chef de campagne avait accepté ce montant en échange de l'adjudication d'un chantier en faveur du donateur. Un autre élu avait affirmé recevoir son argent en cash dans des enveloppes pendant les soirées auxquelles il assistait. Un troisième ne voulait pas révéler les noms de ses donateurs pour rester l'élue de tous plutôt que celui d'un lobby.

Entre ces réponses spontanées, mais révélées sous couvert de l'anonymat, et celles que nous avons recueillies ce printemps par écrit, il y a une différence importante. La grande majorité des élus qui acceptent des dons affirme que jamais personne ne leur a demandé quoi que ce soit en échange. Ceux qui les refusent soulignent la valeur de ces cadeaux dont ils n'ont pas voulu. Le socialiste genevois Manuel Tornare dit avoir refusé une statue en or. Le PDC valaisan Jean-René Fournier affirme décliner souvent des dons d'entreprises supérieurs à 5000 francs.

En l'absence d'une loi sur la transparence du financement des campagnes, il n'existe pas d'autre solution pour recueillir des informations que de s'en remettre à la parole des candidats. Une méthode utilisée aussi par les recherches universitaires sur la question. «J'ai comparé les réponses que Le Temps a reçues avec celles que nous avons collectées en 2011 pour vérifier la validité de nos résultats respectifs, explique Georg Lutz, qui a conduit les études précitées de FORS. Pour les candidats qui nous ont répondu à tous les deux, les montants déclarés sont comparables. Je ne crois pas que les politiciens mentent beaucoup dans ce genre de déclaration, même si certains sous-estiment probablement un peu les montants investis».

Ces candidats qui refusent les dons

L'enquête du Temps a permis de recenser neuf candidats de droite, actifs dans tous les cantons sauf le Valais, qui n'acceptent aucun don privé. «En réponse aux quelques propositions de dons qui m'ont été faites au cours de ma carrière politique, j'ai invité les donateurs à verser cet argent au parti», déclare le PLR genevois Hugues Hiltbold. «C'est une règle au sein du PLR genevois que de ne pas accepter de dons personnels afin de garantir l'indépendance des élus.»

A Genève, les comptes du parti doivent être déposés chaque année auprès de l'administration cantonale en mentionnant le nom des donateurs, ce qui rend théoriquement ses finances transparentes. «Je me suis aussi fixé pour règle de ne pas dépasser les 20 000 francs d'investissement pour une campagne, poursuit Hugues Hiltbold. A Genève, les électeurs sanctionnent celui qui investirait trop d'argent, celui dont les branches dépasseraient de la haie. C'est peut-être une forme de pudeur protestante par rapport à l'argent.» Les réseaux et lobbys remplacent les investissements en cash. Dans le cas d'Hugues Hiltbold, il s'agit de la chambre immobilière genevoise et des propriétaires immobiliers qui encouragent à voter pour lui, dit-il.

«La transparence est importante parce que sinon le jeu démocratique est faussé», estime le PDC vaudois Jacques Neiryck, qui ne fait aucune campagne personnelle. «La raison de ce choix est très simple, je n'ai pas d'argent et recourir à des dons privés impliquerait des compromissions comme il y en a régulièrement au parlement. C'est presque une règle que l'on vous demande un service en

retour. Les candidats qui ont recours à des dons privés sont plutôt rares au PDC vaudois», estime-t-il. Largement médiatisé, il déclare être élu notamment par les milieux académiques qu'il a toujours défendus.

D'autres candidats ont fixé leurs propres règles, visant à garantir leur indépendance vis-à-vis des personnes qui les soutiennent. La plupart des socialistes refusent les dons d'entreprises, mais acceptent le soutien d'associations ou de syndicats. Le PDC valaisan Jean-René Fournier, qui dépend à 70% de dons d'entreprises, notamment de la construction, les a limités à un maximum de 5000 francs. «La transparence doit s'exercer pour les dons qui dépasseraient le budget total de campagne de 10%», estime le PLR valaisan Jean-René Germanier. Il ne déclare aucun de ses donateurs, mais affirme que le don le plus élevé qu'il a reçu était de 5000 francs.

«Ça me surprend un peu, ces règles que les candidats se fixent, lâche Georg Lutz. L'échange d'argent, même encadré par des règles, crée des liens entre un élu et ses donateurs. Si des entreprises financent un candidat, ce n'est pas parce qu'elles le trouvent sympa mais parce que cela crée un bénéfice pour elles.»

Grands écarts entre cantons

Au-delà des individus et de leur manière de mener campagne, l'enquête du Temps révèle aussi des tendances cantonales. Les campagnes personnelles n'existent pas dans les cantons du Jura et de Neuchâtel. Les candidats de ces cantons ont répondu qu'ils ne dépendaient aucunement de financements privés et n'avaient rien à déclarer. «Il n'y a jamais eu de campagne personnelle à Neuchâtel», assure Jean-Marie Reber, ancien chancelier du canton. «La personnalisation des candidats est faible ici, estime-t-il. En 2013, quand les candidats au Conseil d'Etat sortants avaient fait campagne pour eux, par exemple au travers d'affiches, ils avaient été renvoyés par le peuple.» Il s'agissait notamment des PLR Thierry Grosjean et Philippe Gnaegi.

Affirmer que l'on n'a rien à déclarer parce qu'on ne mène pas de campagne personnelle, «c'est une manière de dire «je suis propre», sans tenir compte du fait que les candidats ont une influence sur les partis et les dons qu'ils acceptent», estime Thomas Milic, chercheur au Centre suisse pour la démocratie. «Un donateur peut sans doute s'adresser au parti en disant que le montant doit être attribué principalement à un candidat en particulier. En Suisse, beaucoup de choses se font de manière informelle, parfois même en cash.»

Thomas Milic ne croit pas à des différences de cultures politiques liées à une plus grande éthique, ou à l'aversion de l'électorat pour les campagnes trop personnalisées. Il fait plutôt l'hypothèse que dans les petits cantons où les gens se connaissent davantage, il y a moins de nécessité de mener une campagne personnelle. «Un candidat fait campagne pour que les gens retiennent son nom. Si le canton est tout petit et qu'il n'y a que peu de sièges à se partager, il n'en a probablement pas besoin», explique-t-il.

Le Valais est le canton de Suisse romande où les campagnes personnelles sont les plus importantes, entre 18000 francs pour le socialiste Mathias Reynard et plus de 100000 francs pour le PDC Jean-René Fournier. La moyenne est de 63356 francs par candidat, notamment parce que deux candidats sur quatre se présentent au Conseil des Etats, une campagne plus onéreuse. «En fait, si l'on additionne les montants investis par les partis et par les candidats, je ne pense pas que les campagnes valaisannes sont plus chères qu'ailleurs, dit Thomas Milic. La part investie par le candidat est plus conséquente, simplement parce que les campagnes personnelles sont plus importantes que les campagnes de partis.»

La situation est assez comparable à Fribourg où tous les partis, même le PS, autorisent des campagnes personnelles relativement importantes. Outre la taille de l'électorat, l'existence, il y a peu,

d'un parti majoritaire comme le PDC peut expliquer cette spécificité. «Dans les petits cantons où il y a essentiellement un parti majoritaire, les élus mènent davantage de campagnes personnelles, explique Thomas Milic. Parce que le plus important, c'est de se différencier au sein du parti.»

Parmi tous les candidats qui touchent d'importants dons privés, deux candidats valaisans, Jean-René Fournier et Mathias Reynard, ont été les plus transparents dans leurs réponses. «Il est possible que les rapports des politiciens valaisans avec certains lobbys soient connus de tous dans un canton où les gens parlent beaucoup. Les candidats ont donc probablement communiqué des choses que la majorité de leurs électeurs savaient déjà», note Thomas Milic.

Notre enquête permet de mieux cerner la complexité de la situation en Suisse, avec des modes de financement très divers d'un parti, d'un canton et parfois d'un candidat à l'autre. Mais elle est loin d'épuiser le sujet. Pour tous ceux qui ne font pas de campagne personnelle importante, la question de la provenance des fonds doit être posée aux partis qui les financent, ou aux lobbys qui publient des appels au vote en leur faveur. C'est pourquoi, d'ici aux élections fédérales, Le Temps poursuivra son enquête sous ces deux angles.

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA